

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1912.

Projet de loi sur le crédit des petits commerçants et artisans
et sur les intérêts moratoires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

L'enquête sur la situation de la petite bourgeoisie a révélé que les classes moyennes souffrent de plus en plus de la plaie du crédit forcé. L'initiative individuelle, la puissance de l'association, l'organisation des syndicats bourgeois, réussiront peut-être quelque jour à rétablir l'heureux usage du paiement au comptant, dont l'acheteur et le vendeur ont également à se louer. Mais il est évident que les efforts tentés dans ce sens peuvent être grandement facilités par une intervention intelligente des pouvoirs publics.

La précédente Législature a été saisie de diverses propositions de loi, ayant toutes pour objet de combattre l'abus dont se plaignent avec tant de raison les petits détaillants. L'une d'entre elles tendait à ce but en allongeant les courtes prescriptions des articles 2271 et 2272 du Code civil (proposition de loi de M. Henderickx, 1906-1907, n° 38, et rapport de M. Wauwermans, 1906-1907, n° 107). D'autres attaquaient le mal plus directement, en stipulant qu'après un certain délai, les créances des petits commerçants et artisans deviendraient de plein droit productives d'intérêts (amendement de M. du Bus de Warnaffe, 1908-1909, n° 17; proposition de loi de M. Masson, 1908-1909, n° 181; proposition de loi de M. du Bus de Warnaffe, 1909-1910, n° 111, et rapport de M. Wauwermans, 1911-1912, n° 39). Enfin, on peut rattacher à la même matière une proposition de loi de M. Janson sur les intérêts moratoires (1909-1910, n° 93), rapportée par M. Mabille (1911-1912, n° 78).

Le Gouvernement, en vue de rendre plus aisée la tâche de la Législature, a fondu ces diverses propositions en un projet unique, qu'il a soumis au Conseil de législation institué auprès du Département de la Justice. Après avoir apporté à l'étude et à la discussion des questions à la fois juridiques et sociales que soulève le projet, cette activité et cette compétence dont il a déjà donné maintes preuves, le Conseil de législation a libellé un texte nou-

veau, que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à vos délibérations. Il est accompagné d'un rapport de M. Prins, qui en expose l'économie.

Comme le Gouvernement l'a déjà déclaré à la Chambre des Représentants, dans la séance du 28 mars 1912 (*Annales parlementaires*, pp. 1349-1350), l'œuvre du Conseil de législation est simplement « une œuvre de coordination et de mise au point, qui n'enlèvera rien au mérite de l'initiative parlementaire, mais qui, au contraire, en hâtera l'heureux aboutissement ». Du reste, sous quelque forme que ce soit, il importe que satisfaction soit donnée au plus tôt aux légitimes revendications d'une classe sociale, à laquelle aucun mandataire de la Nation ne songe assurément à marchander ses sympathies.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI

sur le crédit des petits commerçants
et artisans et sur les intérêts mora-
toires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Justice et de l'Industrie et du
Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Justice et de
l'Industrie et du Travail sont char-
gés de présenter en Notre Nom, aux
Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Portent intérêt de plein droit à
partir du huitième jour qui suit
celui de l'exigibilité, les salaires des
domestiques et des ouvriers nourris
et logés chez leurs patrons.

ART. 2.

Portent intérêt de plein droit à
partir du quatre-vingt-dixième jour
qui suit celui de la remise d'une
facture ou d'un relevé de livraison
ou de fournitures, les créances des
marchands et artisans du chef de
marchandises vendues ou de tra-
vaux fournis à des particuliers non
marchands.

WETSONTWERP

op het krediet der kleinhandelaars en
ambachtslieden en op de interesten
wegens vertraagde betaling.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onze Ministers
van Justitie en van Nijverheid en
Arbeid,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Ministers van Justitie en van
Nijverheid en Arbeid zijn belast met
in Onzen Naam, aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te
bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met ingang van den achtsten dag
na dien waarop het eischbaar was,
brengt het loon der dienstboden en
der arbeiders die in den kost zijn en
inwonen bij hunne werkgevers, van
rechtswege interest op.

ART. 2.

Met ingang van den negentigsten
dag na dien der afgifte van eene re-
kening of van een staat van levering
of van geleverde benodigdheden,
brengen van rechtswege interest op
de schuldvorderingen der kooplie-
den en ambachtslieden ter oorzake
van waren verkocht aan of van wer-
ken uitgevoerd voor bijzonderen,
die geene kooplieden zijn.

Si la vente ou la fourniture sont faites sous condition ou si un terme de paiement a été expressément stipulé, les intérêts courent de plein droit à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de l'accomplissement de la condition ou l'échéance du terme.

ART. 3.

Toute renonciation anticipée aux intérêts fixés par les articles précédents est nulle.

ART. 4.

Sans préjudice aux autres modes de preuve autorisés par la loi, la date de la remise de la facture s'établit par l'envoi sous pli recommandé à la poste, et la date de la remise du relevé de la livraison ou de fournitures par la mention qui en est faite sur un carnet ou sur une cédule, en regard de la signature ou du paragraphe du débiteur ou de son préposé.

ART. 5.

L'article 1153 du Code civil est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« *Article 1153.* — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans les intérêts légaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans le cas où la loi les fait courir de plein droit.

Indien de verkoop of de levering onder voorwaarde geschiedt of wanneer een betaaltermijn uitdrukkelijk werd bepaald, loopt de interest van rechtswege met ingang van den negentigsten dag na dien waarop de voorwaarde vervuld of de betaaltermijn vervallen was.

ART. 3.

Elke voorafbedongen afstand der bij de voorgaande artikelen bepaalde interesten is nietig.

ART. 4.

Onverminderd de andere middelen van bewijs die de wet toelaat, worden de dag van afgifte der rekening vastgesteld door verzending bij ter post aangeteekenden brief, en de dag van afgifte van den staat van levering of vangeleverde benodigdheden door de vermelding daarvan op een boekje of op eene cedel, nevens het handteeken of de naamletters van den schuldenaar of van dezen aangestelde.

ART. 5.

Artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek is als volgt gewijzigd en aangevuld :

« *Artikel 1153.* — In de verbintenissen, welke zich bepalen bij de betaling van eene zekere som, bestaat de uit vertraging in de uitvoering voortvloeiende schadevergoeding enkel in de wettelijke interesten, behalve de uitzonderingen bij de wet gesteld.

Deze schadevergoeding is verschuldigd zonder dat de schuldeischer behoeft aan te toonen dat hij eenig verlies heeft geleden.

Zij is verschuldigd te rekenen van den dag der aanmaning tot betalen, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege aanvang neemt.

S'il y a dol du débiteur, les dommages et intérêts peuvent dépasser les intérêts légaux.

ART. 6.

Le mot « sommation » est substitué au mot « demande » dans les articles 1154 et 1155, et aux mots « demande en justice » dans l'article 1904 du Code civil.

Donné à Ciergnon, le 9 novembre 1912.

Is bedrog van wege den schuldenaar voorhanden, dan kan de schadevergoeding de wettelijke interesten te boven gaan.

ART. 6.

Het woord « aanmaning » is in de plaatsgesteld van het woord « eisch » in de artikelen 1154 en 1155, en van het woord « rechtsvordering » in artikel 1904 van het Burgerlijk Wetboek.

Gegeven te Ciergnon, den 9^{en} November 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CANTON DE WIART.

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

ARM. HUBERT.

CONSEIL DE LÉGISLATION.

Rapport présenté, au nom du Conseil, par M. PRINS sur la proposition de loi modifiant et complétant l'article 1153 du Code civil, ainsi que sur les propositions de loi sur les courtes prescriptions et les intérêts moratoires.

Pour répondre aux vœux exprimés dans différentes propositions de loi déposées en 1907 et en 1912 à la Chambre des Représentants, le Conseil de législation a eu à s'occuper de deux ordres d'idées distincts :

1° Une modification de droit civil à apporter à l'article 1153 du Code civil ;

2° Une proposition de loi réglementant le paiement des créances de certaines catégories de petits créanciers pour les travaux qu'ils exécutent ou les fournitures qu'ils livrent à des particuliers non marchands.

Ces deux points font l'objet des deux paragraphes suivants :

I.

Les modifications proposées à l'article 1153 du Code civil et par une répercussion nécessaire aux articles 1154 et 1155, s'inspirent de l'idée que, dans une revision fragmentaire portant sur une disposition unique du Code, il convient de se borner à mettre cette disposition en harmonie avec le système général de ce Code. C'est pourquoi on propose simplement de substituer, pour faire courir en principe les intérêts moratoires, à la citation en justice, la simple sommation notifiée, ce qui mettra l'article 1153 en concordance avec l'article 1652; on propose également d'admettre l'allocation d'intérêts moratoires d'un taux supérieur à celui de l'intérêt légal, seulement dans le cas de dol du débiteur, ce qui est l'application de la règle de l'article 1150, l'intérêt légal correspondant aux dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat.

Tel est le projet dans sa partie relative au droit civil proprement dit.

II

Mais les propositions parlementaires soulèvent, en outre, une question d'un autre ordre : il s'agit de remédier aux abus du crédit forcé, signalés dans les enquêtes relatives à la situation de la petite bourgeoisie.

L'acheteur ne paie pas au comptant, le vendeur ne réclame pas ou n'ose pas réclamer. Telles sont les habitudes d'irrégularité qui s'introduisent peu à peu dans la vie sociale.

Le mal peut être plus ou moins général; mais il est surtout ressenti par les fournisseurs modestes qui livrent des marchandises ou du travail et ont besoin immédiatement de leur argent.

Il importe donc, non pas de faire une législation inutile en procédant par voie de disposition générale, mais de faire une loi spéciale pour la catégorie de ceux qui ont à souffrir de la situation actuelle.

Une loi de cette nature, qui tend à extirper un abus social, n'est pas une loi de pur droit civil. Incontestablement elle doit rester en harmonie avec le droit civil; mais elle doit y toucher d'autant moins, que des modifications de détail, apportées à une œuvre comme le Code civil, ont toujours des répercussions multiples dont une revision d'ensemble peut seule tenir un compte exact.

La proposition qui vous est soumise, envisage comme un idéal dont il faut se rapprocher, le paiement au comptant.

Aussi, d'une part, à côté de l'intérêt matériel qu'il y a pour le petit fournisseur à être payé rapidement, elle consacre son intérêt juridique à ne pas attendre trop longtemps pour exiger son dû; et pour ce motif elle maintient la durée actuelle de la prescription établie par les articles 2271 et 2272.

D'autre part, elle consacre l'intérêt qu'il y a pour l'acheteur à se libérer rapidement, en faisant courir de plein droit contre lui les intérêts moratoires, dans les conditions et d'après les distinctions établies aux articles 1 et 2.

Le texte proposé ne s'occupe que des personnes dont la situation permet de supposer qu'elles ont besoin de protection.

Il ne s'occupe pas des ouvriers qui sont visés par le contrat de travail du 10 mars 1900, ni des employés qui font l'objet de l'avant-projet de loi sur le contrat d'emploi élaboré en 1910 par le Conseil supérieur du travail.

Il comprend donc uniquement, d'une part, les domestiques et les ouvriers nourris et logés chez les patrons et, d'autre part, les marchands et les artisans livrant ou fournissant aux particuliers non marchands, et naturellement parmi les marchands il faut ranger les pharmaciens qui, énumérés à part dans l'article 2272 du Code civil, sont des marchands.³

La seule difficulté que présente la solution du problème, c'est une question de fait, c'est-à-dire le moyen de fixer sans contestation la date de l'exigibilité de la créance.

En ce qui concerne les domestiques et les ouvriers, il va de soi que leur créance est immédiatement exigible et l'on admet un délai de huit jours pour tenir compte, par une certaine souplesse dans le texte, de l'imprévu qui peut se produire dans la vie.

En ce qui concerne les marchands ou artisans, « la date de l'échéance résultera de la remise de la facture ou d'un relevé de livraison ou de fournitures » et l'on supprime toute incertitude sur la fixation de cette date en ajoutant aux modes de preuve autorisés par la loi, quant à la facture, l'envoi sous pli recommandé à la poste, et quant à la remise du relevé de livraison ou de fournitures, la signature ou le paraphe du débiteur ou de son préposé sur un carnet de réception ou une cédule.

L'essentiel, quand on tente cette expérience difficile de combattre par un texte de loi des habitudes assez répandues et quand on a affaire à de petits fournisseurs qui craignent, en exigeant leur dû, de mécontenter leurs clients,

c'est de mettre tous les vendeurs dans la même situation ; de cette façon aucun fournisseur ne peut, en se conformant à la loi, se trouver dans une fausse situation vis-à-vis de son client, et aucun fournisseur ne peut, en renonçant aux droits que lui confère la loi, se créer une situation privilégiée vis-à-vis de ceux à qui l'application pure et simple de la loi déplairait.

La solution serait de déclarer nulle toute convention contraire à la règle de la déduction des intérêts moratoires, à dater du quatre-vingt-dixième jour après celui de la remise du relevé de livraison ou de fournitures.

Le Conseil de législation a estimé qu'une disposition aussi absolue pouvait présenter des inconvénients, sans prévenir pour cela des accords tacites qu'il n'est au pouvoir de personne d'empêcher.

Il a donc admis un système qui, tout en s'inspirant du même principe, est moins radical ; et il se borne à déclarer nulle toute renonciation anticipée aux intérêts moratoires.

Le Rapporteur,

A. PRINS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 NOVEMBER 1912.

Ontwerp van wet op het krediet der kleinhandelaars en ambachtslieden
en op de interesten wegens vertraagde betaling.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Uit het onderzoek naar den toestand der kleinburgerij is gebleken dat de middelklassen hoe langer hoe meer gedrukt gaan onder de plaag van het gedwongen krediet. Door het persoonlijk initiatief, door vereende krachten en het inrichten van burgerssyndikaten, zal wellicht eens het heilzame gebruik worden hersteld van de gereede betaling, die den koper evenzeer als den verkoper ten goede komt. Toch is het duidelijk dat de in die richting aangewende pogingen uit een bekwaam optreden der openbare machten grootelijks gebaat kunnen worden.

Verscheidene wetsvoorstellen werden bij de vorige Kamers aanhangig gemaakt, alle ten doel hebbende het misbruik te keer te gaan dat van wege de kleinhandelaren zoovele gegronde klachten heeft uitgelokt. Onder deze voorstellen beoogde er een dat doel te bereiken door de korte verjaartermijnen der artikelen 2271 et 2272 van het Burgerlijk Wetboek te verlengen (wetsvoorstel van den heer Henderickx, 1906-1907 n° 36, en verslag van den heer Wauwermans, 1906-1907, n° 107). Andere tastten het kwaad op rechtstreekscher wijze aan, door te bepalen dat de schuldvorderingen der kleinhandelaars en der ambachtslieden na zekeren tijd van rechtswege interest zouden opbrengen (amendement van den heer du Bus de Warnaffe, 1908-1909, n° 17; wetsvoorstel van den heer Masson, 1908-1909, n° 181; wetsvoorstel van den heer du Bus de Warnaffe, 1909-1910, n° 141, en verslag van den heer Wauwermans, 1911-1912, n° 59). Ten slotte kan aan dezelfde stof worden verbonden een wetsvoorstel van den heer Janson op de interesten wegens vertraagde betaling (1909-1910, n° 93), waarover de heer Mabilie verslag uitbracht (1911-1912, n° 78).

Ter vergemakkelijking van de taak der wetgevende Kamers, heeft de Reggering deze verschillende voorstellen samengebracht tot een enkel ontwerp, dat zij onderworpen heeft aan den bij het Departement van Justitie ingestelden Raad van Wetgeving. De studie en de bespreking van de tevens

juridische en maatschappelijke vraagstukken, waartoe het ontwerp aanleiding geeft, werden door den Raad van Wetgeving aanvaard met den ijver en de bevoegdheid waarvan hij reeds herhaaldelijk het bewijs heeft gegeven, met het gevolg dat een nieuwe tekst ontstond, die de Regeering de eer heeft U ter overweging aan te bieden. Daarbij gaat een verslag van den heer Prins, waarin het ontwerp uiteengezet is.

Zooals de Regeering reeds in de Kamer der Volksvertegenwoordigers, ter vergadering van 28 Maart 1912 (*Handelingen*, blz. 1349-1350), verklaard heeft, is het werk van den Raad van Wetgeving eenvoudig een werk van ordening en gereedmaking, dat niets van de verdienste van het initiatief der kamerleden afnemen, maar integendeel dezès voorspoedige bewerkstelling bevorderlijk zijn zal. Ten andere past het dat, onder welken vorm het ook weze, ten spoedigste voldoening worde geschonken aan de rechtmatige eischen eener maatschappelijke klasse, waaraan voorzeker geen enkel afgevaardigde der natie zijne volle belangstelling zal willen onthouden.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

PROJET DE LOI

sur le crédit des petits commerçants
et artisans et sur les intérêts mora-
toires.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Justice et de l'Industrie et du
Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Justice et de
l'Industrie et du Travail sont char-
gés de présenter en Notre Nom, aux
Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Portent intérêt de plein droit à
partir du huitième jour qui suit
celui de l'exigibilité, les salaires des
domestiques et des ouvriers nourris
et logés chez leurs patrons.

ART. 2.

Portent intérêt de plein droit à
partir du quatre-vingt-dixième jour
qui suit celui de la remise d'une
facture ou d'un relevé de livraison
ou de fournitures, les créances des
marchands et artisans du chef de
marchandises vendues ou de tra-
vaux fournis à des particuliers non
marchands.

WETSONTWERP

op het krediet der kleinhandelaars en
ambachtslieden en op de interesten
wegens vertraagde betaling.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onze Ministers
van Justitie en van Nijverheid en
Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Justitie en van
Nijverheid en Arbeid zijn belast met
in Onzen Naam, aan de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te
bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met ingang van den achtsten dag
na dien waarop het eischbaar was,
brengt het loon der dienstboden en
der arbeiders die in den kost zijn en
inwonen bij hunne werkgevers, van
rechtswege interest op.

ART. 2.

Met ingang van den negentigsten
dag na dien der afgifte van eene re-
kening of van een staat van levering
of van geleverde benodigdheden,
brengen van rechtswege interest op
de schuldvorderingen der kooplie-
den en ambachtslieden ter oorzaak
van waren verkocht aan of van wer-
ken uitgevoerd voor bijzonderen,
die geene kooplieden zijn.

Si la vente ou la fourniture sont faites sous condition ou si un terme de paiement a été expressément stipulé, les intérêts courent de plein droit à partir du quatre-vingt-dixième jour qui suit celui de l'accomplissement de la condition ou l'échéance du terme.

ART. 3.

Toute renonciation anticipée aux intérêts fixés par les articles précédents est nulle.

ART. 4.

Sans préjudice aux autres modes de preuve autorisés par la loi, la date de la remise de la facture s'établit par l'envoi sous pli recommandé à la poste, et la date de la remise du relevé de la livraison ou de fournitures par la mention qui en est faite sur un carnet ou sur une cédule, en regard de la signature ou du paragraphe du débiteur ou de son préposé.

ART. 5.

L'article 1153 du Code civil est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« *Article 1153.* — Dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans les intérêts légaux, sauf les exceptions établies par la loi.

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte.

Ils sont dus à partir du jour de la sommation de payer, excepté dans le cas où la loi les fait courir de plein droit.

Indien de verkoop of de levering onder voorwaarde geschiedt of wanneer een betaaltermijn uitdrukkelijk werd bepaald, loopt de interest van rechtswege met ingang van den negentigsten dag na dien waarop de voorwaarde vervuld of de betaaltermijn vervallen was.

ART. 3.

Elke voorafbedongen afstand der bij de voorgaande artikelen bepaalde interesten is nietig.

ART. 4.

Onverminderd de andere middelen van bewijs die de wet toelaat, worden de dag van afgifte der rekening vastgesteld door verzending bij ter post aangeteekenden brief, en de dag van afgifte van den staat van levering of van geleverde benodigdheden door de vermelding daarvan op een boekje of op eene cedel, nevens het handteeken of de naamletters van den schuldenaar of van dezes aangestelde.

ART. 5.

Artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek is als volgt gewijzigd en aangevuld :

« *Artikel 1153.* — In de verbintenissen, welke zich bepalen bij de betaling van eene zekere som, bestaat de uit vertraging in de uitvoering voortvloeiende schadevergoeding enkel in de wettelijke interesten, behalve de uitzonderingen bij de wet gesteld.

Deze schadevergoeding is verschuldigd zonder dat de schuldeischer behoeft aan te toonen dat hij eenig verlies heeft geleden.

Zij is verschuldigd te rekenen van den dag der aanmaning tot betalen, behalve wanneer zij, ingevolge de wet, van rechtswege aanvang neemt.

S'il y a dol du débiteur, les dommages et intérêts peuvent dépasser les intérêts légaux.

ART. 6.

Le mot « sommation » est substitué au mot « demande » dans les articles 1154 et 1155, et aux mots « demande en justice » dans l'article 1904 du Code civil.

Donné à Ciergnon, le 9 novembre 1912.

Is bedrog van wege den schuldenaar voorhanden, dan kan de schadevergoeding de wettelijke interesten te boven gaan.

ART. 6.

Het woord « aanmaning » is in de plaats gesteld van het woord « eisch » in de artikelen 1154 en 1155, en van het woord « rechtsvordering » in artikel 1904 van het Burgerlijk Wetboek.

Gegeven te Ciergnon, den 9ⁿ November 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

*Le Ministre de l'Industrie
et du Travail,*

*De Minister van Nijverheid
en Arbeid,*

ARM. HUBERT.

RAAD VAN WETGEVING.

Verslag, door den heer PRINS uit naam van den Raad uitgebracht, over het wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek, alsmede over de wetsvoorstellen betreffende de korte verjaartermijnen en de interesten wegens verlaagde betaling.

Om aan de wenschen te voldoen, nedergelegd in verschillende wetsvoorstellen in 1907 en 1912 bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend, heeft de Raad van Wetgeving tweeërlei beschouwingen in overweging moeten nemen, nl. :

1° Eene aan artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek toe te brengen wijziging van burgerlijk recht;

2° Een wetsvoorstel tot regeling van de betaling der schuldvorderingen van sommige categoriën kleinschuldeischers, wegens door hen uitgevoerde werken of door hen gedane levering van waren aan bijzonderen die geen kooplieden zijn.

Beide punten worden in de twee volgende paragrafen behandeld.

I.

De voorgestelde wijzigingen in artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek en, als noodzakelijke terugslag, in de artikelen 1154 en 1155, zijn gegrond op de meening dat, waar het eene gedeeltelijke herziening van eene enkele bepaling van het wetboek geldt, het past dat men er zich bij bepale deze beschikking in overeenstemming te brengen met het algemeen stelsel van dat wetboek. Daarom ook wordt alleen voorgesteld dat, in de plaats van de dagvaarding vóór het gerecht, om de interesten wegens verlaagde betaling in beginsel te doen loopen eenvoudig de beteekende aanmaning worde gesteld, waardoor artikel 1153 in overeenstemming met artikel 1652 wordt gebracht; ook wordt voorgesteld, doch alleen in geval van bedrog van den kant des schuldenaars, dat interesten wegens verlaagde betaling toegekend zouden worden op een hooger voet dan welke voor wettelijken interest is bepaald, hetgeen de toepassing is van den in artikel 1150 gestelden regel, naardien de wettelijke interest aan de schadevergoeding beantwoordt welke bij de kontraktsluiting voorzien werd of voorzien kon worden.

Aldus het ontwerp in betrekking tot het eigenlijk burgerlijk recht.

II.

Door de Kamervoorstellen wordt echter bovendien een vraagstuk van anderen aard aangeroerd : het wesen van het misbruik van het gedwongen krediet, waarop werd gewezen bij de onderzoeken naar den toestand van de kleinburgerij.

De aankoper betaalt niet à contant; de verkooper komt er niet tegen op of durft er niet tegen opkomen. Ziedaar de ongeregelde gebruiken die langzamerhand het maatschappelijk leven worden ingevoerd.

Het kwaad kan min of meer algemeen wezen, toch weegt het vooral op de mindere leveranciers die waren leveren of eenig werk verrichten, en die hun geld dadelijk van noode hebben.

Het gaat dan ook niet aan, eene nuttelooze wetgeving in het leven te roepen door het invoeren van een algemeenen maatregel, maar wel eene bijzondere wet tot stand te brengen ten behoeve van hen die onder den huidige wantoestand lijden.

Zulke wet, waarbij wordt beoogd een sociaal misbruik te weren, is geene wet van zuiver burgerlijk recht. Onbetwistbaar moet zij in overeenstemming blijven met het burgerlijk recht, doch zoo veel te minder moet zij het aantasten, dat wijzigingen aan onderdeelen toegebracht in een werk van den aard van het Burgerlijk Wetboek steeds allerhande terugwerkingen ten gevolge hebben, waarmede alléén eene herziening van het geheele werk naar juistheid rekening kan houden.

In het voorstel dat U ter overweging is aangeboden, wordt de gereede betaling beschouwd als een ideaal dat moet nagestreefd worden.

Ook wordt enerzijds bij dat voorstel, behalve het zakelijk belang dat de kleinleverancier bij eene spoedige afrekening heeft, diens wettelijk belang bekrachtigd om niet te lang te wachten om het verschuldigde te vorderen; op grond waarvan de bij de artikelen 2271 en 2272 bepaalde en thans van kracht zijnde verjaringstermijn door het voorstel behouden blijft.

Anderzijds wordt er het belang in bevestigd dat de kooper bij spoedige betaling heeft, door te bepalen dat de interesten wegens vertraagde betaling van rechtswege voor zijne rekening loopen, in de voorwaarden en volgens de onderscheidingen, bij de artikelen 1 en 2 gesteld.

De voorgedragen tekst heeft alleen die personen op het oog, welker toestand laat onderstellen dat zij bescherming behoeven.

Hij geldt niet voor de werklieden, die bij het arbeidskontrakt van 10 Maart 1900 zijn beoogd, alsook niet voor de bedienden, die bedoeld zijn in het wetsvoorontwerp op het bedieningskontrakt dat in 1910 door den Hoogen Raad van Arbeid werd voorbereid.

Hij omvat dus enkel van den eenen kant de dienstboden en de arbeiders die in den kost zijn en inwonen bij hunne werkgevers, en, van den anderen kant, de kooplieden en de ambachtslieden die waren verkoopen aan, of werken uitvoeren voor bijzonderen die geen handel drijven, en, natuurlijk, moeten bij de handelaars worden medegerekend de apothekers die, bij artikel 2272 van het Burgerlijk Wetboek afzonderlijk genoemd, kooplieden zijn.

De eenige moeilijkheid welke de oplossing van het vraagstuk oplevert is een zaak van feiten, nl : het middel om zonder betwisting den tijd vast te stellen waarop het verschuldigde invorderbaar wordt.

Waar het diensboden en arbeiders geldt, spreekt het van zelf dat het verschuldigde dadelijk invorderbaar is en een termijn van acht dagen wordt

toegestaan, om door eenige plooibaarheid in den tekst, rekening te houden met het onvoorziene dat zich in het leven kan voordoen.

Wat de kooplieden of de ambachtslieden aangaat, zal, de vervalldag blijken uit de afgifte van de rekening of van een staat van levering of van geleverde benoodigdheden, en alle twijfel omtrent dien dag wordt opgeheven wanneer, bij de bewijsmiddelen die de wet toelaat, wordt gevoegd, wat de rekening betreft, het verzenden van deze bij ter post aangeteekenden brief en, wat de afgifte van den staat van levering of van geleverde benoodigdheden betreft, het handteeken of de naamletters van den schuldenaar of van dezes aangestelde op een ontvangboekje of op eene cedel.

Wanneer de moeilijke proef gewaagd wordt om door middel van wetsvoorschriften vrij algemeen verspreide gewoonten te keer te gaan of wanneer het kleinleveranciers geldt die hunne klanten vreezen te ontstemmen indien zij het hun verschuldigde opeischen, is het hoofdzaak dat al de verkoopers in eenzelfde toestand worden gesteld; zoodoende kan geen leverancier, als hij naar de wet handelt, zich in een lastigen toestand tegenover zijn klant bevinden en geen leverancier, door afstand te doen van de rechten welke hem bij de wet zijn toegekend, kan zich een bevoordeeligde plaats bezorgen tegenover hen, die minder te vreden zouden zijn met de toepassing zonder meer van de wet.

Oplossing zou het brengen moest elke overeenkomst nietig worden verklaard, die strijdig is met den regel van verschuldigde interesten wegens vertraagde betaling, met ingang van den negentigsten dag na de afgifte van den staat van levering of van geleverde benoodigdheden.

De Raad van Wetgeving heeft geoordeeld dat zulke afdoende bepaling tot bezwaren kon aanleiding geven, zonder daarom het sluiten van stilzwijgende overeenkomsten te voorkomen, die niemand bij machte is te beletten.

Hij heeft dan ook een stelsel gehuldigd dat, al gaat het van hetzelfde beginsel uit, minder doorslaande is en er zich bij bepaald nietig te verklaren elken voorafgaanden afstand van de interesten wegens vertraagde betaling.

De Verslaggever,

A. PRINS.
